

Clermont → Vivre sa ville

SANTÉ ■ Crise dans la crise, les personnels du CHU font entendre leur colère

L'hôpital réclame des soins

Une crise ne peut, et ne doit, pas en masquer une autre, tout aussi virale. C'est ce qu'ont exprimé bruyamment, hier matin, syndicats des personnels du CHU de Clermont.

Patrick Ehme

La crise sanitaire amorçant la décrue (du moins tout le monde l'espère), celle politique et sociale reprend, aussitôt, ses droits. À commencer par celle qui, bien avant la pandémie, affectait déjà les secteurs mobilisés en première ligne, à savoir les professions de santé, hospitaliers au premier rang.

C'est ainsi qu'hier matin, au CHU de Clermont, l'intersyndicale CGT, FO et Sud avait appelé les personnels à se rassembler devant la direction générale de l'établissement pour « dénoncer l'incurie du gouvernement et de l'Agence régionale de santé (Ars) » et les sommer de réagir et de « tomber les masques ».

Les mots étaient violents : « méprisants », « hypocrites », « manipulateurs », pouvait-on lire sur les tracts dénonçant le non-versement de la prime exceptionnelle pourtant promise pour le mois de mai, le non-paiement des heures supplémentaires majorées de 50 %, l'absence d'action de dépistage



RASSEMBLEMENT. Après la crise sanitaire, la crise politique et sociale reprend. PHOTO REMI DUGNE

généralisée pour les personnels hospitaliers, les retards d'approvisionnement en matériel de protection ou bien encore la nécessité d'une reconnaissance du statut de maladie professionnelle étendue à l'ensemble des agents hospitaliers... Ajouté à cela l'inévitable serpent de mer de la non-revalorisation des indices de plus en plus difficile à avaler.

Autant de revendications et de

propos peu amènes venus témoigner bruyamment du malaise de professions déjà contraintes d'exercer à flux tendu avant le virus.

C'est donc pour faire remonter cette colère qu'ils s'étaient rassemblés, faisant chorus chacun à leur manière, chacun sous leur bannière. Réclamant avant tout la prise en considération et une réponse immédiate à la pétition lancée qui a rassemblé plus de

6.000 signatures sur le département. Le dialogue, hélas, si tant est qu'il fut encore possible, a très vite tourné court et c'est sous les huées que le directeur général, venu au-devant des manifestants, a dû baisser pavillon, conquis du doux nom de « menteur » par la petite centaine d'hommes et femmes au bord de la crise de nerfs, scandant à l'unisson « du fric pour l'hôpital public », aujourd'hui en demande de soins intensifs. ■